

Metz, le 5 avril 2023

Unité départementale de la Moselle
4 rue François de Guise - CS 50551
57009 Metz Cedex 01
Tél : 03 54 44 02 80
ud57.dreal-grand-est@developpement-durable.gouv.fr

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 2 février 2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

Cristallerie des Vosges du Nord

61 rue de la Fontaine
57415 Montbronn

Références : MONTBRONN_Cristallerie-des-Vosges-du-Nord_2023-04-
05_RAPVI_Astreinte_GSB_24606
Code AIOT : 0006201595

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 2 février 2023 dans l'établissement Cristallerie des Vosges du Nord implanté 61 rue de la Fontaine 57415 Montbronn. L'inspection a été annoncée le 20 janvier 2023. Cette partie « contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite est réalisée dans le cadre de l'action régionale du suivi des échéances fixées à travers des mises en demeure notamment.

L'arrêté préfectoral DCAT/BEPE/N°2021-95 du 10 mai 2021 met en demeure Maître Bernard Lott, liquidateur de la SCI Brunner, en tant que représentant du propriétaire des terrains précédemment exploités par la Cristallerie des Vosges du Nord, de respecter les prescriptions de l'article R.512-66-1 du code de l'environnement (dans sa version antérieure aux modifications intervenues par décrets n°2021-1096 du 19 août 2021 et n°2022-1588 du 19 décembre 2022).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Cristallerie des Vosges du Nord
- 61 rue de la Fontaine 57415 Montbronn
- Code AIOT : 0006201595
- Régime : Déclaration
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non IED

La société Cristallerie des Vosges du Nord exploitait, sur le site sis 61 rue de la Fontaine à Montbronn, une ICPE dont les activités de taille et de polissage acide du cristal étaient réglementées par le récépissé de déclaration n° 11687/D du 2 septembre 1983 et l'arrêté préfectoral n° 94-AG/2-224 du 17 mai 1994 modifié édictant des prescriptions techniques relatives au traitement des effluents acides de l'établissement.

Cette société a été mise en liquidation judiciaire le 2 juin 2009 et Maître Bernard Lott a été désigné mandataire judiciaire pour la liquidation.

Par courrier du 15 avril 2019, Maître Bernard Lott a informé Monsieur le préfet être désigné liquidateur judiciaire de la SCI Brunner, propriétaire des bâtiments de l'ancienne Cristallerie des Vosges du Nord.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- suivi de la mise en demeure

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives
- « sans suite administrative »

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	Mise en sécurité du site	Arrêté préfectoral de mise en demeure du 10 mai 2021, article 1	Mise en demeure	Astreinte	/

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Maître Bernard Lott - liquidateur de la SCI Brunner, en tant que représentant du propriétaire des terrains précédemment exploités par la Cristallerie des Vosges du Nord - n'a pas respecté l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 10 mai 2021.

En application de l'article L.171-8 du code de l'environnement, un projet d'arrêté préfectoral rendant redevable d'une astreinte administrative jusqu'à satisfaction des dispositions reprises par l'article 1^{er} de l'arrêté préfectoral de mise en demeure DCAT/BEPE/N°2021-95 du 10 mai 2021 a été préparé en ce sens.

L'inspection des installations classées propose que le contradictoire soit engagé selon les modalités définies avec la préfecture de la Moselle.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : mise en sécurité du site

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral de mise en demeure du 10 mai 2021, article 1
Thème(s) : risques chroniques, santé / environnement - cessation d'activité
Point de contrôle déjà contrôlé : sans objet
Prescription contrôlée : L'arrêté préfectoral DCAT/BEPE/N°2021-95 du 10 mai 2021 met en demeure Maître Bernard Lott - 18 rue Poincaré, 57208 Sarreguemines Cedex, liquidateur de la SCI Brunner (siège social situé 61 rue de la Fontaine à Montbronn (57415)), en tant que représentant du propriétaire des terrains précédemment exploités par la Cristallerie des Vosges du Nord à Montbronn, de respecter, sous deux mois à compter de la date de notification du présent arrêté, les prescriptions de l'article R.512-66-1 du code de l'environnement relatives à : <ul style="list-style-type: none"> - l'évacuation ou l'élimination des produits dangereux et la gestion des déchets présents sur le site ; - l'interdiction ou limitation d'accès au site ; - la suppression des risques d'incendie et d'explosion ; - la surveillance des effets de l'installation sur son environnement ; - le placement du site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement et qu'il permette un usage futur du site comparable à celui de la dernière période d'exploitation de l'installation ; - l'information par écrit du maire ou du président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme.
Constats : Par courrier du 9 août 2021, Me Lott indique au préfet disposer d'un devis pour l'enlèvement et le traitement des déchets acides.

Lors de la visite, l'inspection observe notamment que l'évacuation ou l'élimination des produits dangereux et la gestion des déchets présents sur le site n'ont pas été réalisées : la cuve de déchets liquides constitués d'eau de polissage acides est encore présente (le niveau n'est pas visible mais la cuve contiendrait 10 000 litres suivants les derniers échanges), de même que la machine de polissage acide et son bain sont encore présents. D'autres déchets épars sont observés sur le site (bidons pleins sans étiquetage, bidons vides étiquetés "matières dangereuses", etc.).

La mise en demeure n'est pas respectée.

Observations :

Me Lott a été désigné mandataire judiciaire pour la société Cristallerie des Vosges du Nord, mise en liquidation judiciaire le 2 juin 2009.

Par courrier du 28 décembre 2009, l'inspection a rappelé à Me Lott ses obligations en qualité de liquidateur quant à la cessation définitive d'activité de cette société et la remise en état du site conformément aux articles R.512-741 et suivants du code de l'environnement (alors en vigueur).

Me Lott n'a pas donné de suite à ce courrier.

La liquidation a été clôturée le 15 mars 2012 pour insuffisance d'actif sans qu'il y ait eu d'action relative à l'évacuation des déchets et à la remise en état du site pour un usage industriel.

La visite d'inspection du 11 janvier 2013 a permis de constater le non-respect des dispositions des points 1 (l'évacuation ou l'élimination des produits dangereux et « la gestion » des déchets présents sur le site) et 4 (la surveillance des effets de l'installation sur son environnement) du II de l'article R.512-66-1 : il restait encore environ 10 000 litres de déchets liquides constitués d'eau de polissage acide, confinés dans la cuve plastique destinée à cet usage et aucune investigation n'avait été réalisée dans les sols pour évaluer les effets de l'installation sur l'environnement.

Par rapport du 18 juillet 2013, l'inspection a proposé à M le préfet de demander au maire d'engager la procédure définie à l'article L.541-3 du code de l'environnement (police des déchets).

En effet, la responsabilité de la SCI Brunner, en tant que propriétaire des locaux, au titre de la police des déchets ne revêt qu'un caractère subsidiaire par rapport à celle encourue par la société Cristallerie des Vosges du Nord, productrice de ces déchets.

Cependant la responsabilité de la SCI Brunner est établie (selon le Conseil d'Etat : arrêt n°354188 du 1^{er} mars 2013), car il apparaît que :

- M. Brunner, gérant de la SCI Brunner, était également directeur général de la société au moment de la cessation définitive d'activité ;
- la société a disparu, du fait de la liquidation judiciaire close le 15 mars 2012 ;
- malgré l'information qui lui a été faite, en particulier par le liquidateur judiciaire (courrier du 4 janvier 2010), M. Brunner en sa qualité de directeur a fait preuve de négligence à l'égard de l'abandon sur le site appartenant à la SCI Brunner des déchets aqueux de polissage acide.

Par courrier du 27 août 2013, Monsieur le maire a engagé cette procédure à l'encontre de M. Brunner, en sa qualité de gérant de la SCI Brunner.

L'inspection n'est pas informée des suites réservées à cette affaire.

Par courrier du 15 avril 2019, Me Lott a été désigné liquidateur judiciaire de la SCI Brunner.

Par lettre du 16 juillet 2019, Monsieur le préfet a rappelé à Me Lott les termes du courrier du 28 décembre 2009 de l'inspection concernant les obligations qui lui incombent, en qualité de liquidateur de la société Cristallerie des Vosges du Nord, quant à la cessation définitive d'activité de cette société et la remise en état du site conformément à l'article R.512-66 du code de l'environnement.

Par courrier du 7 janvier 2021 de Me Lott indique qu'en l'absence de vente des biens de la SCI Brunner, il ne peut pas prendre en charge l'élimination du stock d'acide et demande la possible intervention des services de la préfecture ou de la DREAL pour procéder à cette élimination.

Par courriers des 31 mars et 19 juillet 2021, Me Lott a rappelé ne disposer d'aucun actif pour financer le respect des dispositions réglementaires et avoir vainement cherché à vendre les terrains à la commune de Montbronn qui aurait pu se charger des travaux.

Type de suites proposées : avec suites

Proposition de suites : astreinte administrative